

Objectif général : fournir aux institutions un rapport le plus objectif possible, indépendant et fiable, afin de contribuer à élever la qualité du débat et, par suite, aux décisions politiques relatives.

Objectifs spécifiques : diffuser le rapport au niveau médiatique et dans le cadre de discussions publiques sur le sujet (par exemple, des sommets sur les droits de l'homme), autres qu'au niveau institutionnel. Il s'agit d'articuler et d'enrichir les informations relatives à cette région, étant donné les énormes implications pour la paix mondiale.

Comme on l'a noté, les campagnes antichinoises, hautement politisées, ont ciblé le Xinjiang depuis plusieurs années, en reportant le plus souvent des informations totalement infondées, non vérifiables ou fausses, et générant, sur ces bases, une guerre des sanctions et de lourds dommages aux relations internationales. Il manque cependant des documents alternatifs, plus objectifs, réalisés par ceux qui ont vécu et étudié en Chine et au Xinjiang, afin d'encadrer et de contextualiser de façon adéquate la région et ses dynamiques politiques, économiques et sociales réelles.

Pour ce motif nous avons choisi de fournir un rapport différent, qui puisse apporter le maximum de fiabilité et d'autorité par rapport à ce qui se trouve actuellement à la disposition des médias et des autorités occidentales. La finalité étant que ce matériel puisse être utilisé dans un débat plus articulé et sérieux, capable d'aider les décideurs politiques et l'opinion publique à s'orienter d'une façon moins partielle et prétentieuse que les Pays des Fives Eyes, de l'UE et de certaines ONG et think-tanks.

Récemment, quelques chercheurs suédois ont accompli un travail de déconstruction des principales accusations de l'Occident sur les conditions de la région autonome du Xinjiang. Dans ce rapport on entend décrire la région, par une introduction historique et géoéconomique, et approfondir, dans un chapitre séparé, les origines et l'évolution des phénomènes du séparatisme et du terrorisme qui ont affligé le Xinjiang ces dernières décennies. Le rapport se poursuit par un examen de la réponse de Pékin à ces problèmes, articulée au niveau tant national que multilatéral, puis se conclut par une description des plus récentes campagnes antichinoises et de leurs implications géopolitiques, surtout en relation avec la question du Xinjiang. Nous avons sélectionné parmi les sources ceux qui ont vu, étudié ou travaillé en Chine et au Xinjiang et qui ont été impliqués à divers titres dans les dynamiques géopolitiques de la région : sources vérifiables, et provenant de divers milieux professionnels et régions du monde évidemment Chine comprise, dont le point de vue est souvent écarté a priori pour de simples raisons idéologiques.

Merci pour votre attention et votre soutien à cette initiative de paix.

© Mai 2021 – Ce travail a été réalisé par un groupe de chercheurs indépendants afin d'améliorer la qualité du débat sur le Xinjiang, de promouvoir des initiatives de paix, de dialogue interculturel et inter religieux. Le rapport a été lancé en collaboration avec EURISPES-Laboratoire BRICS, Institut Diplomatique International (IDI) et Centre d'Etudes Eurasie-Méditerranée (CeSEM).

Contenu

Résumé

1. Cadre historique et géoéconomique

2. Terrorisme et séparatisme

2.1 Révoltes et guerres du passé

2.2 Avant et après le 11 septembre : de la guerre au terrorisme

3. La réponse di Pékin

3.1 Caractéristiques du phénomène terroriste

3.2 SCO et approche multilatérale

3.3 Evolution de l'approche chinoise

4. China-Bashing et geopolitique

Liste des signataires

Résumé

Au cours de l'année dernière, de nombreux médias occidentaux ont notablement mis en relief la Région Autonome du Xinjiang. La presse écrite, les programmes télévisés et, surtout, les médias sociaux se sont concentrés en particulier sur les répressions présumées dont serait victime la communauté locale ouïghoure, un groupe ethnique de langue ouralo-altaïque (turcophone) et de religion islamique qui réside depuis des siècles dans la région, représentant un peu plus de la moitié de la population globale. En Europe, le sujet rebattu a suscité agitation et indignation dans l'opinion publique, jusqu'à influencer la politique, en convainquant les ministres des Affaires Etrangères membres de l'Union Européenne d'approuver des sanctions contre certains fonctionnaires chinois considérés comme singulièrement exposés – selon les accusations – à des responsabilités dans le cadre du dit « génocide ouïghour ».

De Chine toutefois, de la part de journalistes, de diplomates, d'experts, d'étudiants ou de professeurs étrangers, qui ont eu ou ont encore le moyen de fréquenter le Xinjiang, ses villes, ses comtés, proviennent des thèses et des témoignages complètement différents, qui démentent substantiellement les accusations occidentales. Les camps de détention et de rééducation en fait, seraient exclusivement des lieux de réclusion et de déradicalisation pour les hommes et les femmes affiliés à des groupes terroristes qui, comme l'ETLO ou l'ETIM, organisent et accomplissent depuis plusieurs années des attentats au Xinjiang mais aussi dans le reste de la Chine et à l'étranger, contre des objectifs chinois (représentations diplomatiques, comités touristiques ou entreprises) ou autres, comme le démontre la présence, signalée ces dernières années, dans les rangs de l'ISIS de combattants d'ethnie ouïghoure dans le théâtre de conflits syrien et irakien.

Ce rapport cherche ainsi à faire la lumière sur un thème – celui de la situation sociale et politique au Xinjiang – beaucoup plus vaste et complexe que les habituelles insinuations de la presse généraliste occidentale qui, bien que créée et présentée à l'intérieur d'un cadre narratif sensationnaliste, risquent de générer de graves tensions diplomatiques, de porter sérieusement atteinte aux plates-formes de coopération bilatérale ou multilatérales établies, et last but not least de fournir à des formations sectaires, violentes et subversives une dangereuse légitimation politique ou morale.

1. Cadre historique et géoéconomique

Avec 47 groupes ethniques (dont 13 principaux) et de nombreuses communautés religieuses (islamiques, bouddhistes, taoïstes, chrétiennes, etc.), **le Xinjiang est sans doute la région de Chine la plus diversifiée culturellement et socialement. Actuellement, les Ouïghours représentent 51,14 % de la population locale**, en croissance par rapport aux données de 2010 (45,84 %) ¹. Bien que leur ethnogenèse – pour utiliser un terme cher au savant russe Lev N. Gumilëv ² - ne couvre que très partiellement le Xinjiang actuel.

Le Khaganat Ouïghour, né en 744 de la fragmentation de l'Empire des Turcs Célestes (Göktürk), englobait en fait un territoire bien plus vaste, compris entre le Lac Baïkal, la vallée de l'Orkhon et les Monts Altaï. Ses deux capitales, Ötüken et Ordu-Baliq, étaient situées au cœur de l'actuelle Mongolie, non loin du lieu où – quelques siècles plus tard – Gengis Khan aurait fondé Karakorum, capitale du gigantesque Empire Mongol, avant que Kubilaï Khan ne décide de déplacer le cœur du pouvoir politique et économique de la Dynastie Yuan à Khanbaliq (ou Dadu de Yuan), où se situe Pékin aujourd'hui.

La présence chinoise y remonte cependant à plusieurs siècles auparavant, c'est-à-dire à la régence de Wudi, empereur de la Dynastie Han, qui en 138 AC envoya le général et diplomate Zhang Qian ³ dans le bassin du fleuve Tarim, cœur géographique de l'actuel Xinjiang, d'où il rejoignit ensuite le lac Balkhach, de l'actuel Kazakhstan, la vallée de Ferghana (Sogdiane) et la Bactriane. Les conquêtes de la dynastie Han ouvrirent ainsi le chemin de la Route de la Soie vers l'ouest, dans les mêmes contrées où deux siècles plus tôt s'était rendu, en partant de Macédoine, Alexandre le Grand.

L'actuelle Région Autonome Ouïghoure du Xinjiang recouvre une superficie égale à **1 667 897 km²**, qui en font **la subdivision administrative la plus vaste de toute la République Populaire de Chine**. Le territoire régional, extrêmement complexe et très riche en termes de biodiversité, est un des plus inaccessibles du monde. Il est caractérisé par le redoutable désert du Taklamakan ⁴, autour duquel surgirent au cours des siècles de nombreuses cités-oasis comme Kashgar, Korma, Qucha, Aksu, Tourfan, Hotan et d'autres encore, qui servaient tant de lieu de repos et de restauration que de véritables et propres pôles commerciaux, aujourd'hui encore le Xinjiang est en grande partie inhabitable.

La région compte en tout 14 préfectures, 99 comtés et 1005 villages mais les surfaces anthropisées, où résident environ **25 millions d'habitants**, correspondent seulement à **9,7% du territoire régional** tandis que les 90,3% restants entre les hauteurs imposantes, les déserts et les bassins hydrographiques ⁵ demeurent en fait intacts. Outre le désert, les reliefs suggestifs des chaînes de l'Altaï, du Tian Shan, du Pamir et du Kunlun, partagés respectivement entre la Mongolie le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Pakistan, l'Afghanistan et les provinces chinoises du Tibet et du Qinghai, entourent les villes les plus importantes, y compris le chef-lieu régional

¹ Recensement officiel, République Populaire de Chine, 2018

² Lev Nikolaevič Gumilëv (1912-1992) fut un historien, ethnologue et anthropologue soviétique. Né de deux célèbres érudits russes Nikolaj S. Gumilëv et Anna A. Akhmatova (pseudonyme d'Anna Gorenko) à Saint Pétersbourg, Gumilëv introduisit les concepts spécifiques de « l'ethnogénèse » et du « passionisme » (ou « passionarité »), en étudiant des décennies durant la région eurasiatique et en restituant une dignité historiographique aux peuples de tradition turco-mongole, en grande partie englobés dans l'orbite russe entre le XVIIIe et le XIXe siècle.

³ Zhang Qian (195 -114 AC) fut désigné par la Dynastie Han pour guider les missions exploratoires en Asie Centrale. L'objectif de ses voyages, racontés au 1^{er} siècle AC dans le *Shiji*, chroniques compilées par le célèbre historien chinois Sima Qian, fut d'ouvrir les routes commerciales vers l'ouest, en grande partie inconnues jusqu'alors, initiant la Route de la Soie. Les Ouïghours n'atteignirent pas ces latitudes avant le VIe siècle.

⁴ Selon les études, le terme ouïghour *Täklimakān* et celui chinois *Tākèlāmāgān* pourraient dériver du persan *Tark Makan*, c'est-à-dire « lieu à éviter », ou du turcique *Taklar Makan*, autrement dit « lieu des ruines ». Il en ressort en tous cas la sensation d'affliction et de désolation suscitée par ce désert dans les anciennes populations locales.

⁵ People's Daily, *La surface des oasis au Xinjiang a augmenté de 4,3 % à 9,7 %*, 03/08/2015.

Ürümqi (environ 3,5 millions d'habitants), empêchant de considérables processus d'urbanisation ultérieurs.

Le volant de l'industrialisation au Xinjiang a été historiquement le secteur énergétique. Avec le début des découvertes dans la région de Karamay, en 1955, un grand processus de modernisation a commencé, qui a permis d'identifier d'autres grands gisements de pétrole et de gaz dispersés dans le bassin du Tarim, comme dans ceux du Tazhong, Kela et Yaha-Yingmaili. Des raffineries et des établissements pétrochimiques ont ainsi entraîné la croissance de la région, qui a connu ensuite l'ascension rapide des autres secteurs miniers, comme celui du charbon, en particulier dans la zone Turpan-Hami, et de l'or, surtout dans la région de l'Altaï, outre le secteur sidérurgique.⁶

Selon les données contenues dans le rapport *Construire un merveilleux Xinjiang, réaliser le Rêve Chinois*, publié par le Conseil d'État et présenté en 2019 par le gouverneur régional Shorhat Zakir, **le PIB du Xinjiang est passé de 791 millions de yuan (97,69 millions d'€) en 1952 à 1 220 milliards de yuans (159,67 millions d'€) en 2018, et à un rythme de moyen annuel de 8,3 %.**⁷ Ce n'est donc pas seulement une croissance, mais une radicale transformation économique de la société locale qui, sans abandonner les activités traditionnelles liées à l'agriculture, à la pêche et à aux élevages, modernisées par la poussée des nouvelles technologies, a développée **une industrie florissante, avec des exemples d'innovation faisant référence tels que la Zone de Développement Economique et Technologique d'Ürümqi**, inaugurée dans la première moitié des années 90, et un secteur des services prometteur.

L'industrie au Xinjiang s'est profondément diversifiée suivant la politique de consommation et de protection de l'environnement du gouvernement chinois. Le pétrole, le gaz, l'acier et le charbon continuent logiquement à caractériser une bonne partie des activités industrielles locales, mais les vieilles méthodes de production ont laissé la place à des établissements d'avant-garde plus durables, conçus avant tout pour répondre à la demande de l'industrie légère et du logement, tantôt construisant de nouveaux quartiers résidentiels et d'infrastructure, tantôt réalisant autoroutes, routes, chemins de fer, aéroports et cet aménagement urbain vert et intelligent qui caractérise depuis longtemps Pékin et les grandes métropoles côtières comme Shanghai, Shenzhen, Fuzhou, Xiamen, Hangzhou, Qingdao et d'autres encore.

Les travaux d'infrastructure réalisés au cours des quarante dernières années ont permis de relier toutes les principales villes, les comtés et une grande partie des villages. En particulier l'Autoroute Nationale 315, inaugurée en 1995, relie les comtés de Minfeng et de Luntai, parcourant une grande partie des 552 km de son itinéraire le long des dunes du Désert de Taklamakan. Pour empêcher les sables mobiles de se déverser le long de l'asphalte, de la végétation a été spécialement implantée sur les côtés de la chaussée, alimentée par un système complexe d'irrigation. Une autre artère d'une importance fondamentale est l'Autoroute Nationale 314 qui relie Ürümqi au col de Khunjerab, porte d'accès à la région pakistanaise du Gilgit-Baltistan, transitant par trois fois par Korla, Luntai encore, où elle croise la 315, Aksu et Kashgar, d'où elle continue vers le sud pour s'engager dans l'Autoroute de Karakorum (N-5), parvenant jusqu'à Hasan Abdal, dans les parties septentrionales de la province pakistanaise du Punjab.

En 2014, avec l'inauguration, après seulement cinq ans de travaux, de la **nouvelle ligne à grande vitesse de 1 776 km**, parallèle au vieux tracé Lanzhou-Xinjiang, la région peut se dire intégralement connectée au système national des transports. Les convois qui transitent à une vitesse comprise entre 200 et 250 km/h, partent ainsi du chef-lieu du Gansu, entrent pour un court tronçon dans la Qinghai, reviennent dans le Gansu, à la hauteur du comté de Minle, et rejoignent le Xinjiang, où ils s'arrêtent aux stations de Hami, Shanshan, Turfan et Ürümqi. **La ligne, utilisée**

⁶ X. Li, *Lo Xinjiang moderno. Armonia e sviluppo nel cuore dell'Asia Centrale*, Anteo Edizioni, Cavriago, 2020, pp. 127-168.

⁷ CIIC, *SCIO briefing on Xinjiang's development*, Pechino, 31/7/2019.

aussi pour le transport des marchandises vers l'Europe, fait partie d'un corridor intercontinental qui part de la métropole de Lianyungang, dans la province côtière du Jiangsu, et arrive jusqu'à Rotterdam, première étape maritime européenne pour le flux des cargos, en passant à travers le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, et l'Allemagne. **Dans l'intervalle de janvier à juillet 2020**, malgré la pandémie, du Jiangsu – et donc du Xinjiang – **ont transité 899 trains de marchandises intercontinentales**, dont 606 sortants et 293 entrants, une donnée en croissance de 48,9% par rapport à la même période de 2019⁸. Une autre ligne ferroviaire moderne de près de 490 km relie ensuite aisément Hotan à Kashgar, traversant dix villes chef-lieu de comté⁹, toutes situées dans le sud-ouest du Xinjiang, pour rejoindre ensuite une autre ligne menant à Ürümqi.

Même le transport aérien a subi une révolution radicale, illustrée par l'Aéroport International d'Ürümqi-Diwopu, véritable fleuron du développement infrastructurel lancé au Xinjiang, comme dans tout le pays, avec l'introduction des politiques de réforme et d'ouverture (1978), sans oublier d'importantes escales secondaires comme Kashgar, Karamay, Hami et d'autres encore. Ce sont en tout **22 aéroports civils aujourd'hui en service au Xinjiang. En 2018 ont transité par le hub aéroportuaire d'Ürümqi plus de 23 millions de voyageurs**¹⁰, tant nationaux qu'étrangers, le long de ce qui est devenu depuis 2013 une véritable « Route de la Soie aérienne » (*Air Silk Road Gold Line*), centrée sur la route Xi'an-Dunhuang-Turpan. Les deux principaux terminaux de passagers (sur quatre au total) du chef-lieu de région offrent des liaisons avec les principales villes du reste du pays et avec des escales étrangères de pays tels que la Russie, Singapour, Iran, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Kazakhstan, Ouzbékistan, Thaïlande etc.

Dans un territoire aussi complexe et hostile aux activités humaines, ce développement infrastructurel massif, réduisant considérablement l'impact des obstacles naturels sur les temps et les modes de production et de déplacement, a joué un rôle déterminant dans la croissance du Xinjiang. **Non seulement la logistique industrielle, mais également le tertiaire ont reçu un coup de pouce significatif, particulièrement le secteur de l'hôtellerie, grâce à un boom croissant des entrées touristiques**, jusqu'ici de provenance surtout nationale, mais avec des entrées étrangères en croissance, en premier lieu des pays à majorité musulmane, non seulement de tradition turcique mais aussi arabe et iranienne, où l'intérêt pour les nombreux sites culturels et religieux du Xinjiang est plus grand, requalifiés par le gouvernement local avec des ressources provenant de Pékin.

⁸ J. Zhang, *A new provincial platform company in China for New Silk Road connections*, RailFreight.com, 4/9/2020.

⁹ X. Li, *Op. cit.*, p. 26.

¹⁰ Données officielles de l'Aéroport d'Ürümqi en 2019.

2. Terrorisme et séparatisme

Les origines idéologiques du séparatisme ouïghour sont doubles. D'un côté le panturquisme, de l'autre l'islamisme. Chez les groupes extrémistes du Xinjiang, ces deux aspects se recoupent. Dans le reste du monde turcophone, au contraire, ils sont historiquement bien distincts. Par exemple en Azerbaïdjan où, après la dissolution de l'Union Soviétique, a refait surface parmi les différentes couches de la société, mais c'est la foi musulmane chiite qui prévaut, répandue en grande partie dans le monde persanophone, et non la foi sunnite, qui caractérise pourtant ce qu'on appelle l'Islam politique.

En Turquie, le Milliyetçi Hareket Partisi (MHP), bras politique du fameux mouvement des Loups Gris (Bozkurtlar), est né en 1969 sur la base des idées et des théories d'inspiration panturque du colonel Alparslan Türkeş, qui réclamaient l'unité des peuples d'origine turcique, jusqu'à vouloir, sur la base du pantouranisme, un regroupement utopique entre groupes considérés comme d'origine Ouralo-altaïque commune : Turcs, Mongols, Finno-ougriens, Coréens et Japonais. **L'idéologie, liée aux théories d'Ármin Vámbéry¹¹ au XIXe siècle, se réfère donc au passé préislamique des peuples turcs, symbolisé par le loup, animal sacré dans la tradition turco-mongole.** Ce n'est que récemment que les nationalistes turcs du MHP (Milliyetçi Hareket Partisi) se sont reconfigurés sur des positions "synchrétiques", qui ont privilégié la synthèse turco-islamique pour tenter d'intercepter l'électorat conservateur éventuellement déçu par le parti au pouvoir l'AKP. **Moins répandu mais également présent, le sentiment panturc suscite également des sympathies dans les quatre anciennes républiques turques d'Asie centrale, à savoir le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizistan, où à partir du XVIIIe siècle à différentes étapes et à plusieurs reprises, l'expansionnisme tsariste d'abord, puis la ré-annexion soviétique ensuite, ont déclenché et consolidé un processus historique non seulement de conflit, comme en témoignent les conquêtes militaires de 1839-1895 et la révolte Basmachi entre 1916-1934¹², mais aussi en interaction (et mélange partiel) avec la culture slave orientale qui, grâce à sa multiethnicité, son multi-confessionnalisme et son sécularisme, a longtemps contribué à affaiblir les forces les plus extrémistes présentes en Asie centrale.**

Il réapparaît, cependant, entre les années 90 et 2000, en particulier en Ouzbékistan, mais sur des bases religieuses et non ethniques.¹³

¹¹ Ármin Vámbéry (1832-1915), alias Hermann Bamberger, est un historien, linguiste et orientaliste hongrois d'origine juive. Il voyage longtemps dans les territoires de l'Empire ottoman, de la Perse et de l'Asie centrale, où il recueille des données, des informations et des connaissances qui enrichissent ses études. En 2005, comme l'a rapporté Richard Norton-Taylor dans *le Guardian*, l'ouverture des archives nationales britanniques révéla que Vámbéry avait mis ses compétences et ses voyages au service de la Couronne de Londres, travaillant comme agent secret dans le cadre du *Grand Jeu* (*Great Game* ou *Bolshaya Igra*), bataille qui voit les Britanniques et les Russes se disputer des zones d'influence en Asie Centrale

¹² En Asie centrale, le conflit idéologique entre le tsarisme et le bolchevisme n'a jamais eu de contours clairs et bien définis comme en Russie européenne, chevauchant les précédentes impulsions nationalistes et sectaires. C'est le cas des Basmachis, rebelles d'inspiration pan-turque et pan-islamique (avec leurs propres divisions internes) qui ont émergé dans les États autonomes d'Asie centrale (Alash Autonomy et Kokand Autonomy) pendant la guerre civile russe (1917-1922). Dirigé entre 1920 et 1921 par le célèbre général Enver Pacha – ancien protagoniste de la Révolution des Jeunes Turcs dans l'Empire ottoman, qui est tombé dans une fusillade contre l'Armée rouge dans un village à quelques kilomètres de Baldzhuan, Turkistan SSR (aujourd'hui au Tadjikistan) – Les Basmachis ont poursuivi la lutte armée jusqu'en 1934, alors que leurs ambitions avaient été définitivement neutralisées par Staline.

¹³ La référence est surtout au Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), un groupe islamiste fondé en 1998 par l'idéologue extrémiste Tahir Judalshev et l'ancien parachutiste soviétique Juma Namangani, avec pour objectif déclaré de renverser le président ouzbek de l'époque, Islam Karimov, et de créer un État islamique fondé sur la charia. Après dix-sept années d'attentats sanglants et d'affrontements armés avec les forces de sécurité tant en Ouzbékistan qu'au Kirghizstan, ainsi que de participation active aux côtés d'Al-Qaïda et des Talibans sur les

2.1 Les révoltes et les guerres du passé

Impliquées malgré elles par les fortes tensions qui éclatèrent dans les territoires voisins du dit « Turkestan Russe », **les communautés musulmanes du Xinjiang, moins nombreuses et séparées géographiquement des peuples « frères » des steppes d'Asie centrale, furent réceptifs tant aux influences panturques qu'islamistes dès le milieu du dix-neuvième siècle.**

Les premières révoltes islamistes significatives qui éclatèrent en Chine - et dont nous avons des confirmations certaines – commencèrent en 1862 avec l'insurrection de certaines milices d'ethnie Hui, connus aussi à cette époque sous le nom de Dungans, qui prirent les rênes d'un front de communautés musulmanes chinoises dissidentes, dont les Ouïghours.

Les désordres éclatèrent non seulement au Xinjiang, où était actif Yaqub Beg, aventurier ouzbek originaire du Khanat de Kokand, échappé du front de Tachkent après la première offensive russe de 1864, mais aussi dans les provinces du Shaanxi, du Gansu et du Ningxia. En quelques années, profitant du climat de forte instabilité politique et sociale, **Yaqub Beg, réfugié à Kashgar, conquiert les centres les plus importants du Xinjiang en créant un royaume turco-islamique appelé Kashgaria, ou Yettishar** (c'est-à-dire « Heptapolis » ou « sept villes ») qui, outre la capitale Kashgar incluait aussi Khotan, Yarkand, Aksu, Yangishahr, Korla et Kucha, parvenant même à obtenir la reconnaissance de l'Empire Ottoman en 1873.

L'évidente supériorité militaire Qing et la mauvaise gestion de Yaqub Beg, considéré au fil du temps par de nombreux Ouïghours comme un despote étranger, ouvrirent la voie à la reconquête chinoise de la région, survenue en 1877 avec l'expédition commandée par le Général Zuo Zongtang, envoyé au Nord-Ouest du pays par la dynastie Qing. **En 1881**, avec la signature du Traité de Saint Pétersbourg, qui établissait la restitution à la Chine de la portion orientale de la Vallée de l'Illi, occupée par les russes durant les révoltes islamistes, **le Xinjiang devint entièrement chinois et trois ans plus tard fut transformé en province.** **La normalisation de la région nord occidentale, dura cependant peu de temps.** Avec la chute de la Dynastie et l'accession au pouvoir du Kuomintang, suite à la révolution Xinhai de 1911- 1912, **le Xinjiang et le reste du pays furent également victimes d'une forte instabilité pendant plusieurs années**, au moins jusqu'à l'Expédition du Nord qui réunifia la Chine sous le commandement de Chiang Kai-Shek, avec le soutien du Parti Communiste Chinois dans le cadre du premier Front Uni (1924 -1927), dissout suite à l'épuration conduite par le même général nationaliste tant à l'encontre des communistes que de l'aile gauche du Kuomintang.

La gestion du pouvoir au Xinjiang de la part du Kuomintang fut controversée. Les gouverneurs qui se succédèrent furent Yang Zengxin, Jin Shuren et Sheng Shicai. Le premier, qui adopta une politique fortement répressive, fut assassiné par des insurgés islamistes en 1928. Le second, qui le remplaça, dut faire face aux rébellions internes et à l'influence grandissante des Soviétiques sur la région, également poussée par la construction de la ligne de chemin de fer Turkestan-Sibérie. L'annexion par le Kuomintang en 1930, du Khanat Kumul,

théâtres de guerre d'Afghanistan et du Pakistan, en 2015 le Mouvement s'est officiellement affilié à ISIS, décision ayant entraîné une scission interne. Né dans la vallée de la Fergana, le mouvement a peu à peu accueilli des combattants provenant non seulement d'Asie centrale mais aussi du Caucase et du Moyen-Orient, donc en dehors du panturquisme.

un khanat turc féodal semi-autonome au sein de la dynastie Qing, situé dans le nord-est du Xinjiang, déclencha la révolte des communautés musulmanes locales. Avec la complicité de l'insubordination du général musulman chinois Hui Ma Zhongying, elles parvinrent à déclencher des rébellions musulmanes qui firent rage jusqu'en 1934. Entretemps à Khotan, les trois frères Muhammad Amin Bughra, Abdullah Bughra and Nur Ahmad Jan Bughra, influencés par le jadidisme¹⁴ avaient provoqué les premières insurrections en proclamant la naissance d'un émirat local inspiré d'un Islam réformé des Intellectuels Musulmans d'Asie Centrale, tandis qu'à Kashgar le *leader* rebelle Khojaniat Niyaz parvenait au sommet de la nouvelle République Turco-Islamique du Turkestan Oriental, une entité non reconnue, en dépit de ses nombreux contacts diplomatiques, et fondée sur la *Charia*, qui ne vécut que cinq mois, de novembre 1933 à avril 1934.

Les rébellions de Kumul se conclurent lors des mêmes mois par une intervention militaire soviétique massive demandée par Sheng Shicai, nommé entretemps gouverneur du Xinjiang, province *de jure* encore chinoise mais *de facto* en pleine orbite soviétique, au point qu'à l'été 1934, une fois neutralisés les derniers avant-postes rebelles de Ma Zhongying, soutenu également par Chiang Kai-Shek qui souhaitait ainsi éliminer Sheng Shicai et réduire l'influence de Moscou sur la région, Staline imposa au gouverneur un accord politique, économique et commercial qui faisait ultérieurement du Xinjiang une quasi république soviétique séparée du reste de la Chine. Sur le plan du contenu et de l'orientation politique de celle-ci, davantage que la prétendue république de Khojaniat Niyaz, elle peut être considérée comme continuation de la deuxième expérience indépendantiste, celle de la soi-disant seconde République du Turkestan Oriental, sous la direction d'Elihan Traore en 1944, alors que Sheng Shicai était désormais sorti de scène, payant le prix de ses revirements politiques permanents¹⁵, et le Xinjiang fut plongé de nouveau dans un climat de forte instabilité politique. La révolte partit du nord, c'est-à-dire de la vallée du fleuve Ili, et fut dirigée par Ehmetjan Qasim, un Ouïgour formé en Union soviétique, qui profita du chaos pour tenter d'éliminer le fragile pouvoir du Kuomintang sur la région. **Le conflit interethnique entre les Han et les Ouïghours (mais aussi entre les Ouïghours, les Hui et les Tadjiks) s'intensifia entre 1945 et 1947, se superposant à la Guerre Froide qui émergeait lentement des cendres de la Seconde Guerre Mondiale.** D'une part l'Union Soviétique, qui soutenait les Trois Districts rebelles de l'Ili, c'est-à-dire les territoires de Yili, Tacheng et Ashan (aujourd'hui Altaï), avec pour capitale Yining (Ghulja). De l'autre les Etats Unis, aux côtés du Kuomintang, sur fond de la dernière phase de la guerre civile chinoise où ce dernier et le Parti Communiste de Mao se disputaient le pouvoir sur tout le pays.

Les hostilités se terminèrent à la fin de l'été 1949, lorsque cinq chefs des Trois Districts, à savoir Ehmetjan Qasim, Abdulkerim Abbas, Ishaq Beg, Luo Zhi et Delilhan Sugurbayev, embarquèrent sur un avion soviétique en direction de Chita, qui s'écrasa mystérieusement près du lac Baïkal. Dix jours plus tard les trois autres chefs des Trois Districts, dont

¹⁴ Le jadidisme (de *uṣul-i jadīd*, ou "nouvelle méthode") fut un mouvement politique et culturel d'orientation moderniste et réformiste, né dans le milieu musulman de l'Empire russe entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Les intellectuels adhérents à ce mouvement cherchèrent à concilier une vision politique progressiste avec les traditions musulmanes des peuples turcs. Rejetés par le clergé et les secteurs conservateurs du monde turcophone, ils furent aussi victimes de la répression soviétique, qui n'acceptait pas l'idée de constituer des partis, des nations ou des armées sur la base de la religion. Leurs idées sont revenues en faveur après l'effondrement de l'URSS, en particulier en Ouzbékistan.

¹⁵ Après avoir concédé pendant plusieurs années aux Soviétiques de nombreuses surfaces pour la production industrielle et de vastes gisements pour les extractions pétrolières et minières, Sheng Shicai leur demanda d'abandonner le Xinjiang, en se rapprochant du Kuomintang et en exécutant même de nombreux communistes actifs dans la région, dont Mao Zemin, frère de Mao futur leader révolutionnaire. À l'été 1944, cependant, Sheng retourne à Moscou, se proposant comme président d'une république à incorporer définitivement dans l'Union soviétique. Staline, désormais sans confiance envers Sheng, renvoie sa lettre aux dirigeants du Kuomintang, qui le relèvent de ses fonctions.

Saifuddin Azizi, se dirigèrent inversement en train à Pékin pour communiquer leur disponibilité à intégrer les territoires rebelles à la République Populaire de Chine naissante. Beaucoup de chefs révolutionnaires des Trois Districts sont encore commémorés et célébrés en Chine pour leur contribution dans la guerre civile contre le Kuomintang.

2.2 Avant et après le 11 septembre : de la guerre au terrorisme

Peu après la fin de la guerre froide, deux sortes de facteurs ont redonné de la vigueur au séparatisme violent dans le Xinjiang, après des décennies de substantielle stabilité à partir de son incorporation dans la nouvelle République Populaire, achevée en automne 1949 :

- ❖ Avec les Accords de Belaveža, confirmés plus exactement par les Protocoles successifs d'Alma-Ata (aujourd'hui Almaty) et la dissolution consécutive de l'URSS en 1991, **les cinq républiques soviétiques de l'Asie Centrale conquièrent une légitime mais fragile indépendance**, s'exposant à de nombreux facteurs de risques : instabilité politique, crise économique et faiblesse institutionnelle. Au Kazakhstan et au Turkménistan, la solidité du *leadership local* resta en fait inchangée, mais en préservant, dans un climat semi-autoritaire et paternaliste, la capacité de *gouvernance*. En Ouzbékistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, les gouvernements locaux durent faire face pendant plusieurs années à des situations de crise, à des guerres civiles, à de violents affrontements interethniques et à de graves épisodes de terrorisme.
- ❖ Avec l'arrivée définitive au pouvoir des talibans en Afghanistan en 1996, le pays fut transformé en un émirat islamiste militant, fondé sur une pensée composite mais entièrement imputable au fondamentalisme sunnite.¹⁶

La Chine resta à l'écart de toute implication directe et indirecte dans la guerre civile qui a vu les talibans, soutenus par l'Arabie Saoudite et le Pakistan, **entrer en conflit avec l'Alliance du Nord** conclue entre Abdul Rachid Dostom (ouzbek), Ahmad Shah Massoud (tadjik), Haji Muhammad (hazara), Abdul Haq (pashtoune) et Abdul Qadeer (pashtoune), dirigeants qui avaient combattu entre eux dans la décennie précédente mais qui dans cette phase jouissaient d'un ample soutien international (Russie, Etats Unis, Inde, Iran, Iraq, Turquie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) dans la lutte commune contre les talibans. Toutefois, **après le 11 septembre, l'implication directe des Etats Unis sur le terrain afghan a ouvert une phase d'instabilité supplémentaire, qu'il n'a pas été encore possible de résoudre aujourd'hui, près de vingt ans après le début de l'intervention.**

Cette capacité retrouvée de mouvement et de financement a permis aux groupes intégristes opérant en Asie Centrale et en Afghanistan de réveiller et de soutenir les activités séparatistes dans le Xinjiang voisin, en instruisant et en entraînant à l'étranger, en particulier en Afghanistan, de nouveaux militants d'ethnie ouïghoure, attirés par des profits faciles et des projets dystopiques.

Au début des années quatre-vingt dix, le mythe du soi-disant « Turkestan Oriental » est ainsi soudainement revenu à la mode dans certaines écoles coraniques du Xinjiang, favorisant l'affiliation à des acronymes terroristes nouveaux ou régénérés du passé.

¹⁶ Les talibans construisirent un système juridique de type théocratique fondé sur le respect strict de l'islam sunnite d'orientation deobandi, originaire du nord de l'Inde et du Pakistan, mais aussi sur le respect du Pashtunwali, un ancien code de conduite des pachtoune, groupe ethnique de majorité relative (environ 42%) en Afghanistan et minoritaire (15,4 %) au Pakistan.

Le Mouvement Islamique pour le Turkestan Oriental (MITO ou ETIM) fait partie des formations les plus violentes, principalement actives dans la région. Se plaçant en continuité avec le Parti islamique du Turkestan Oriental (PIT), créé par Zeydin Yusuf en 1988, l'ETIM fut fondé en 1997 par Hasan Mahsum, originaire du Comté de Shule, dans la Préfecture de Kashgar, qui fut tué en 2003 lors d'une opération anti-islamique conduite par les forces spéciales pakistanaises dans la province du Waziristan méridional. Après les premières activités terroristes et son arrestation au début des années 1990, Hasan Mahsum, également connu sous le nom d'Abu Muhammad al-Turkestani, entra en contact avec les talibans et Oussama ben Laden lui-même, qui lui offrit une aide financière au début de 1999. Ainsi en 2000, l'ETIM reçut une somme de 300 000 dollars du cheik terroriste et des talibans, qui couvrirent l'année suivante l'intégralité des dépenses engagées par l'organisation¹⁷ pour se doter d'armes, de faux passeports, de documents et de matériels pour voyager à l'étranger et participer à des entraînements ou à de vrais combats sur le terrain.

A la suite des attentats du Onze Septembre et du démarrage de l'intervention américaine pour mettre fin au régime taliban, l'ETIM a été classé comme organisation terroriste non seulement par la Chine mais aussi par l'Union Européenne, les Etats Unis, le Royaume Uni, la Russie, le Pakistan, La Turquie, la Kirghizistan, la Malaisie et les Emirats Arabes Unis.

Mais en novembre 2020, le Département d'Etat des Etats Unis a annoncé avoir retiré le groupe de sa *liste noire* parce que « depuis plus d'une décennie ne sont pas apparues de preuves crédibles du fait que l'ETIM existe encore », déchaînant la réaction chinoise envers ce que Pékin considère comme un double standard injustifiable face au terrorisme international¹⁸.

Effectivement, l'activité de l'ETIM s'est poursuivie plusieurs années sous le commandement des différents successeurs de Hasan Mahsum, à partir d'Abdul Haq, connu aussi sous le nom de Maimaitiming Maimaiti, déjà signalé par Washington même comme un membre de l'Assemblée Consultative d'Al-Qaïda et recruteur de terroristes pour organiser des attentats et des actes de sabotage en Chine en particulier juste avant et pendant les Jeux Olympiques de Pékin en 2008.¹⁹ Plus récemment, des vidéos sur le terrain et diverses sources de renseignement ont confirmé la présence, au moins depuis 2015, d'un nombre important de djihadistes ouïghours en Syrie. Ce flux de combattants provenant principalement de la diaspora ouïghoure résidant en Turquie a été surveillé ces dernières années par la Fondation Jamestown de Washington, qui a indiqué la présence de centaines de miliciens provenant des républiques d'Asie centrale et du Xinjiang dans les rangs non seulement de l'ISIS mais aussi d'autres formations fondamentalistes comme Jabhat al-Nosra.²⁰

L'analyste Jacob Zenn en particulier a expliqué que « [dans le Xinjiang], où vivent plus de 10 millions de Ouïghours, beaucoup d'attaques ne sont pas mentionnées par les médias, mais que [même] en regardant seulement celles qui sont citées, on compte bien plus que quelques centaines de personnes tuées dans des attentats, par des individus utilisant des poignards dans la foule, voire des voitures et des valises piégées dans des places publiques et des gares », ajoutant : « Si, à l'origine, les rébellions au Xinjiang étaient à caractère ethno-nationaliste, je crois qu'il est correct d'affirmer que, comme dans le cas de la Tchétchénie,

¹⁷ B. Raman, *Explosions in Xinjiang*, South Asia Analysis Group - SAAG, 27/1/2005.

¹⁸ The Guardian, *US removes shadowy group from terror list blamed by China for attacks*, 6/11/2020.

¹⁹ U.S. Department of Treasury, *Treasury Targets Leader of Group Tied to Al Qaida*, 20/4/2009.

²⁰ M. Gurcan, *How the Islamic State is exploiting Asian unrest to recruit fighters*, Al-Monitor, 8/9/2015.

*l'idéologie se déplace actuellement en grande partie vers une orientation djihadiste salafiste».*²¹

L'Organisation pour la libération du Turkestan oriental (ELTO), fondée en 1990 ou en 1996 par le terroriste Mehmet Emin Hazret, est une autre formation séparatiste qui a conçu et réalisé pendant des années des attentats contre des cibles sensibles dans la région du Xinjiang. Dans ce cas, la lecture des activités extrémistes a été beaucoup plus controversée et divisée au niveau international. Le gouvernement des Etats Unis a en fait toujours refusé d'inscrire également l'ETLO sur la liste des organisations terroristes internationales, en dépit de ses nombreuses connexions avec Al-Qaïda²², signalées non seulement par la Chine mais par le Kazakhstan et le Kirghizistan, pays où l'ETLO est également responsable de meurtres, de tentatives de meurtres, d'empoisonnements et de vols à des fins de financement. L'une des premières et des plus emblématiques exécutions de l'ETLO est sans aucun doute celle de Nighmet Bosakov, président de l'Alliance des jeunes Ouïgours du Kirghizistan, tué par balles devant son domicile à Bichkek en mars 2000.

Parmi les groupes terroristes, Pékin compte également le Congrès Ouïgour Mondial (WUC). Le WUC est une organisation non gouvernementale fondée à Munich en 2004 par un groupe de dissidents venus de Chine, réunis autour du militant Erkin Alptekin, fils d'Isa Yusuf Alptekin, ancien fonctionnaire ouïghour du Kuomintang chinois pendant la République de Chine (1912-1949), mais surtout partisan d'un ethno-nationalisme panturc fort et d'un anticommunisme féroce, qui l'ont amené à lutter contre les influences soviétiques dans le Xinjiang des années 1930 et contre la Chine populaire, d'où il a fui en 1949 pour aller vivre en Turquie, où il mourut en 1995.

Toutefois la véritable marraine de la cause séparatiste à l'étranger est Rebiya Kadeer, née dans la ville d'Altaï, dans la préfecture homonyme du Xinjiang. Entrepreneure ayant réussi dans diverses activités de services (notamment dans le commerce et l'immobilier) entre les années quatre-vingt et quatre-vingt dix, elle parvint à gravir une position de haut niveau au sein du Parti Communiste Chinois, au point de devenir déléguée tant à l'Assemblée Nationale du Peuple Chinois qu'à la Conférence Consultative du Peuple Chinois, les deux plus hauts organes législatifs et consultatifs du Pays. Rebiya Kadeer fut arrêtée en 1999 pour avoir transféré une partie de ses revenus personnels en faveur de groupes ouïgours séparatistes à l'étranger par l'intermédiaire de son second mari, Sidik Haji Rouzi. Elle fut relâchée en 2005 pour motifs de santé et quelques jours plus tard, sous la protection de Condolezza Rice, Secrétaire d'Etat américaine sous l'administration George W. Bush, elle s'envola aux Etats Unis, où elle fut nommée présidente du WUC, mandat qu'elle a occupé jusqu'en 2017, quand elle a laissé la place à une autre figure-clé du séparatisme ouïghour à l'étranger, Dolqun Isa, toujours en charge.

Aux États-Unis, cependant, l'Association ouïghoure-américaine (UAA) était déjà active depuis 1998, fondée par l'activiste Rushan Abbas, qui se rendit à Washington en 1989 pour y poursuivre ses études. Obtenant la citoyenneté étatsunienne, Abbas fonda d'abord en 1993 une association d'étudiants ouïghours à l'étranger, pour devenir cinq ans plus tard la première correspondante de langue ouïghoure de l'émetteur Radio Free Asia, société de communication privée et à but non lucratif basée à Washington, créée en 1994 sur le modèle de Radio Free Europe et financée à travers la United States Agency for Global Media (USAGM), [Agence des Etats-Unis pour les médias mondiaux] qui se définit comme une « agence fédérale indépendante²³ ». La particularité de Radio Free Asia est que son Conseil

²¹ *Ibidem*

²² Global Security, *East Turkistan Liberation Organization (ETLO) Eastern Turkestan Liberation Organization*, 7/9/2011.

²³ Radio Free Asia, *Governance and Corporate Leadership*.

d'Administration est présidé également par la PDG et Directrice de l'USAGM : la journaliste et entrepreneure américano-taïwanaise Kelu Chao²⁴. En substance, le chef de l'organisme de financement (gouvernemental) coïncide avec le chef du conseil d'administration de la société (privée) financée.

Depuis 2002, Rushan Abbas a fréquemment collaboré, en tant qu'interprète, avec le Département d'État et le Congrès des États-Unis dans le cadre d'*Enduring Freedom*, [*Liberté Immuable*] l'opération lancée par le Pentagone en Afghanistan à la suite des attaques terroristes du 11 septembre, mais aussi lors d'auditions relatives à la situation des droits de l'homme, à l'histoire et à la culture de la population ouïghoure, mettant également ses connaissances à la disposition de diverses agences fédérales et militaires étasuniennes²⁵.

Il s'agit, plus généralement, d'une galaxie de médias de masse et d'organisations non gouvernementales qui, à travers une structure juridique et un profil institutionnel, soutiennent activement les djihadistes du Xinjiang, exercent des pressions sur le gouvernement et le Congrès des États-Unis (et réciproquement) et cherchent à influencer l'opinion publique dans les pays occidentaux en recourant à la divulgation d'informations qui, compte tenu de l'imbrication entre la politique américaine et les médias, ne peuvent pas toujours être considérées comme fiables.

3. La réponse de Pékin

Le gouvernement chinois a été confronté depuis les années 90 aux attaques terroristes perpétrées non seulement au Xinjiang, mais aussi dans d'autres régions du pays comme à Kunming dans le Yunnan, et même à Pékin, ou bien à l'étranger, en particulier au Kirghizistan mais aussi en Turquie et au Pakistan, contre des marchés de quartier, bureaux de police, touristes lieux de culte (y compris les mosquées ou centre islamiques dirigés par des imams en désaccord avec les séparatistes²⁶), entrepreneurs, simples citoyens, ambassades, consulats et entreprises.

La réponse, ordinairement limitée aux interventions de police destinées à sécuriser des zones spécifiques, comme des villages ou des quartiers urbains transformés en bases par des groupes terroristes, a déployé aussi des forces spéciales et une police militaire pour des opérations particulièrement délicates, notamment dans des zones extra-urbaines caractérisées par une orographie compliquant les patrouilles du territoire.

La plus vaste opération entreprise à ce jour a sans aucun doute été celle ordonnée par les administrations centrale et locale en juillet 2009, lorsque pendant une semaine environ, de graves troubles et une guérilla urbaine ont ensanglanté les rues d'Ürümqi, dans une chasse menée par des centaines d'extrémistes et de terroristes contre les Chinois d'ethnie Han, mais aussi les Ouïghours eux-mêmes et d'autres minorités qui ne partageaient ni leurs idées ni leurs méthodes. Le bilan fut très lourd : 140 morts et 828 blessés²⁷. **La capitale du Xinjiang fut bouclée plusieurs semaines durant,** la police militaire chinoise patrouillant les rues, et des centaines d'arrestations furent effectuées parmi les membres d'organisations terroristes. Un responsable chinois, cité par l'agence de presse Xinhua a

²⁴ *Ibid.*

²⁵ M. Respinti, "Dozens of my In-Laws Vanished." *The Other 9/11 of Rushan Abbas*, Bitter Winter, 1/8/2019.

²⁶ Parmi les victimes du terrorisme islamiste-panturc des organisations séparatistes ouïghoures, on compte de nombreux musulmans considérés comme « apostats » ou « traîtres » pour le seul fait de ne pas partager le Wahhabisme. L'un des meurtres les plus atroces est sans doute celui commis en 2014 contre Jume Tahir âgé de 74 ans, imam de la mosquée Id Kah à Kashgar, la plus grande de toute la Chine, accusé publiquement des mois durant par les extrémistes de soutenir la politique du gouvernement central de la région [Cfr. *BBC News, Imam of China's largest mosque killed in Xinjiang*, 31/7/2014].

²⁷ T. Branigan, *China locks down western province after ethnic riots kill 140*, The Guardian, 6/7/2009.

explicitement imputé les émeutes au Congrès Mondial des Ouïghours (WUC) : « *c'est un crime violent prémédité et organisé* »²⁸.

De leur côté, des organisations humanitaires telles que Human Rights Watch, basée aux États-Unis, qui ont toujours pris le parti de la diaspora ouïghoure, condamnèrent la réponse du gouvernement chinois, demandant des enquêtes internationales pour faire la lumière sur les arrestations menées à Ürümqi, jugées arbitraires ou excessives dans un rapport publié en octobre de la même année, mais sur la base de témoignages incertains et invérifiables²⁹.

3. Caractéristiques du phénomène terroriste

Les efforts des pays non occidentaux dans la lutte contre le terrorisme intérieur et international sont souvent quasi inconnus en Europe. Tout comme le concept de "communauté internationale", le concept de "lutte contre le terrorisme" semble avoir des contours et des contenus différents selon le lieu d'origine des groupes extrémistes ou les lieux où se produisent les attentats. La contradiction incarnée par ce véritable double standard d'évaluation est devenue éclatante lors des "printemps arabes", à commencer par la guerre en Libye. À la suite de la chute de Mouammar Kadhafi, provoquée par l'intervention militaire de la coalition de l'OTAN en 2011, profitant du chaos et de l'instabilité du pays, des dizaines de groupes djihadistes avancèrent sur le terrain, en particulier ceux proches de l'État soi-disant islamique (ISIS), transformant l'ancienne colonie italienne en une grande base de recrutement et d'entraînement pour les combattants fondamentalistes à envoyer ou rapatrier en Syrie, en Irak et probablement aussi en Europe, pour réaliser les attentats des années 2015–2016.³⁰

L'exemple libyen démontre, peut-être mieux que tout autre cas analogue, l'« effet de chaîne » typique du terrorisme, qui ne consent jamais à séparer nettement les limites entre la dimension nationale et internationale, surtout quand on parle de l'extrémisme de matrice islamiste. Parmi les diverses formations à caractère local peuvent surgir en fait des contacts ou des liens qui favorisent presque toujours l'affiliation des différents groupes locaux ou nationaux à un réseau de référence transnationale, qui peut se structurer sur base verticale-pyramidale ou sous une forme horizontale et décentralisée, selon l'idéologie (schéma fixe) ou l'opportunité (schéma variable).

Un exemple du premier cas est l'Etat Islamique (ISIS), qui le 26 juin 2014 avait proclamé publiquement la naissance d'un soi-disant gouvernement étendu sur un territoire géographique avec l'objectif de s'élargir à tout le monde musulman : une pratique fondamentalement inédite dans l'histoire du terrorisme international, mais une forme très ancienne, celle du Califat (ou alias), qui a imposé Abu Bakr al-Baghdadi, mort en 2019, et aujourd'hui Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurayshi à la tête suprême de l'État, avec un conseil de proches collaborateurs, probablement employés comme « administrateurs » ou « généraux ».

Un exemple du second est Al-Qaïda (de l'arabe Al-Qā'ida, littéralement « la base »). Malgré le fort soutien apporté par l'Émirat islamique d'Afghanistan (talibans) au cours de la période 1996-2001 et la localisation probable des dirigeants dans des territoires encore inconnus aux frontières entre l'Afghanistan et le Pakistan, la créature d'Oussama ben Laden est restée essentiellement apatride et transnationale. En outre, après la mort de son fondateur, Al-Qaeda s'est profondément réorganisée en passant « d'une hiérarchie de type

²⁸ C. Buckley, "China calls Xinjiang riot a plot against rule", Reuters, 6 July 2009.

²⁹ See Human Rights Watch, "*We Are Afraid to Even Look for Them*". *Enforced Disappearances in the Wake of Xinjiang's Protests*, 2009.

³⁰ J. Saal, *The Islamic State's Libyan External Operations Hub: The Picture So Far*, CTC Sentinel, Volume 10 - Issue 11, Décembre 2017, pp. 19-23.

pyramidal à une hiérarchie plus décentralisée et horizontale », œuvrant probablement « selon la formule du franchisage », c'est-à-dire en laissant les opérations se dérouler de manière assez indépendante, à condition que celles-ci conservent « un certain standard idéologique », jusqu'à inclure ce qu'on appelle « *un djihad sans chef* » c'est-à-dire un djihad mené par un individu ou une petite cellule avec une formation minimale ou même inexistante de la part du réseau terroriste³¹.

La même interprétation djihadiste de la loi coranique, universellement validée, indifférente aux frontières et aux latitudes, devrait imposer aux gouvernements du monde entier de maintenir, sans ambiguïtés ou asymétries de valeur dangereuses, un point de vue identique et cohérent envers tous les phénomènes terroristes en promouvant la connaissance, la coopération et le partage des données et d'informations au niveau mondial. **Depuis de nombreuses années, l'approche chinoise de la lutte contre le terrorisme repose sur le concept des « trois maux », à savoir l'extrémisme, le séparatisme et le terrorisme.** A première vue, le choix de Pékin de placer au même niveau ce qui paraît être trois catégories distinctes peut ressembler à une tentative des autorités chinoises d'effacer la distinction entre terrorisme et dissidence politique légitime, comme plusieurs observateurs occidentaux l'ont en effet supposé. En réalité ces phénomènes sont effectivement entremêlés entre eux, et pas seulement au Xinjiang.

La référence idéologique à d'anciennes formations étatiques, formes de civilisations passées, voire imaginaires, conduit des groupes fondamentalistes à poursuivre l'objectif de déstabiliser des territoires entiers pour en redessiner la géographie, au détriment de la paix, d développement socio-économique et des droits civils. **Il suffit de penser à cet Etat Islamique (*Al-Dawla al-Islāmiyya*), proclamé entre la Syrie orientale et l'Iraq nord occidental, et au terrible traitement que les femmes, les mineurs et les minorités religieuses y ont subi.** Ou bien au groupe Khorasan, supposément lié à Al-Qaïda et considéré en 2014 comme un « danger, en termes de sécurité intérieure, tel que l'État islamique » par l'ancien directeur du Renseignement national américain (NSA) James Clapper³². Il fait référence à la région historique du Grand Khorasan, établie par la dynastie Sassanide au VI^e siècle après J.-C. et héritée des dominations arabes et turco-persanes successives, couvrant les territoires actuels du nord-est de l'Iran, une grande partie de l'Afghanistan, l'ensemble du Tadjikistan et les régions sud-occidentales de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, y compris la partie kirghize de la vallée de la Ferghana.

Un révisionnisme historique similaire caractérise également les groupes terroristes actifs dans le Xinjiang, qui utilisent la définition "Turkestan Oriental" pour désigner la région dont ils revendiquent le territoire comme partie orientale de la vaste zone historique et géographique du soi-disant Turkestan, autrement dit la "terre des Turcs". Cela désigne pour ces « Turcs » les populations altaïques situées entre la mer Caspienne et la vallée de l'Orkhon. **A l'évidence, cette interprétation ne tient aucun compte des aspects historiques et politiques fondamentaux,** à savoir les précédentes dominations Han et Tang, les fortes influences culturelles chinoises pendant le règne de la dynastie Liao occidentale, également connue sous le nom de Kara Khitaj, les dominations Qing subséquentes et, plus généralement, le caractère multiethnique et multi-confessionnel traditionnel du Xinjiang qui était déjà l'une des artères de la route de la soie plus d'un millénaire avant la conversion à l'islam d'Abdulkarim Satuk Bughra Khan (934 après JC), le souverain kara-khanide de Kashgar.

3. 2 L'OCS et l'approche multilatérale de la Chine

Se défendre contre le terrorisme pour la Chine, c'est avant tout défendre ses frontières et sa propre sécurité. Le dynamisme des groupes terroristes observé précédemment d'une part, et

³¹ A. Mattiello (a cura di), *Terrorismo di matrice jihadista: inquadramento concettuale e principali dinamiche geopolitiche*, Servizio Affari Internazionali, Senato della Repubblica, Legislatura 17^a - Dossier n. 6, 31/7/2015.

³² RT, *US admits there is a much scarier terrorist group than ISIS*, 21/9/2014.

d'autre part le rôle international croissant de la Chine, ne permettent toutefois pas des solutions unilatérales ou isolées, mais imposent également des analyses, des stratégies et des choix partagés sur une base multilatérale à plusieurs niveaux, en commençant par celui de la région. **De cette conscience collective est née l'Organisation pour la Coopération de Shanghai (SCO), un organisme intergouvernemental fondé officiellement les 15 et 16 juin 2001** par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan sur les cendres de l'ancien Groupe de Shanghai, créé cinq ans auparavant sans l'Ouzbékistan. **Au cours de ces vingt années, l'Organisation s'est considérablement développée**, en élargissant le champ de ses compétences, non seulement en matière de sécurité et de coopération, mais surtout en élargissant son champ d'action suite à l'adhésion de l'Inde et du Pakistan en tant que pays membres³³ ; l'Afghanistan, la Biélorussie, l'Iran et la Mongolie en tant qu'observateurs ; l'Azerbaïdjan, l'Arménie³⁴, le Cambodge, le Népal, la Turquie et le Sri Lanka en tant que partenaires de dialogue.

Le premier document approuvé par l'OCS lors de sa fondation, avant même la Charte de l'Organisation, signée en 2002 à Saint-Pétersbourg, était **la Convention sur la Lutte contre le Terrorisme, le Séparatisme et l'Extrémisme**, signée le même jour et publiée en double version, en langue chinoise et russe avec la même validité, entrée en vigueur en 2003.

L'article 1³⁵ donne une définition plus précise de la signification des trois termes.

Par "**terrorisme**", les parties signataires désignent tout acte, poursuivi en vertu du droit national des États membres, visant à :

- ❖ Causer la mort ou des blessures graves à un civil ou à toute autre personne qui ne prend pas part activement aux hostilités dans une situation de conflit armé;
- ❖ Causer des dommages importants à une structure matérielle;
- ❖ Organiser, planifier, soutenir ou favoriser de tels actes;
- ❖ Intimider une population ;
- ❖ Violer la sécurité publique ;
- ❖ Contraindre les autorités publiques ou une organisation internationale à prendre ou à s'abstenir de prendre une quelconque décision.

Par "**séparatisme**", l'OCS définit en revanche tout acte visant à violer ou à détruire l'intégrité d'un État, y compris l'annexion de toute partie de son territoire, commis de manière violente, ainsi que la planification, la préparation et l'aide à cet acte.

La description de ce qu'on entend par « **extrémisme** » concerne enfin un acte «*visant à conquérir et à maintenir le pouvoir par l'usage de la violence ou à changer violemment le régime constitutionnel d'un État*», une violation grave de la sécurité publique, y compris l'organisation à cette fin de formations armées illégales et la participation à de tels actes.

L'article 2 stipule que les parties, en accord avec la Convention, aux autres obligations internationales et à leurs législations nationales respectives, doivent **coopérer dans le domaine de la prévention, de l'identification et de la neutralisation des situations visées à l'article 1^{er}**, et exige que les États membres considèrent ces délits comme extradables. Ce dernier point,

³³ Le processus d'élargissement, commencé avec l'adoption du Mémorandum des Conditions (Moo) adopté par l'OCS en juin 2011 pour réglementer les nouvelles entrées dans l'organisation, acheva son premier long et complexe parcours le 9 juin 2017, au sommet général d'Astana (aujourd'hui Noursoultan), confirmant la pleine adhésion de l'Inde et du Pakistan, deux rivaux redoutables géopolitiques, et pour cela considéré comme un énorme succès diplomatique.

³⁴ Dans le cas de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, le parcours semble encore parsemé d'embûches à cause d'accusations réciproques entre les deux gouvernements, mais la résolution du conflit pour le Haut-Karabakh de novembre 2020, qui a définitivement décidé la restitution à l'Azerbaïdjan des territoires aliénés à la fin des années 80, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives d'intégration simultanée dans l'OCS.

³⁵ OCS, *Shanghai Convention on Combating Terrorism, Separatism and Extremism*, Art. 1, Shanghai, 15/6/2001.

fondamental dans la coopération, répond aux besoins de chaque État pour prévenir la fuite de suspects terroristes vers d'autres pays membres. Considérant les contacts à l'étranger de nombreux miliciens ouïghours, qui leur permettaient de se déplacer facilement en Asie centrale, en particulier dans la Vallée de Ferghana³⁶, dans la province autonome tadjik de Gorno-Badakhchan et dans les zones montagneuses escarpées du Wakhan³⁷, cette décision a sans aucun doute restreint leur champ de manœuvre.

L'article 6 indique le contenu de la coopération entre les parties, prévoyant l'échange d'informations, le traitement des demandes concernant des actions de recherche opérationnelle, l'élaboration et la mise en œuvre de mesures convenues en vue de prévenir, identifier et neutraliser les actes décrits à l'article 1er, ainsi que le partage d'informations sur les résultats de leur mise en œuvre, la réalisation des mesures visant à prévenir, identifier et neutraliser, sur leurs territoires respectifs, les actes visés à l'article 1er, destinés à cibler les autres parties, la mise en œuvre de mesures visant à prévenir, identifier et neutraliser le financement, les fournitures d'armes et de munitions ou toute autre forme d'assistance à toute personne et/ou organisation poursuivant l'objectif de commettre les actes visés à l'article 1er, l'échange d'informations et de législations concernant la mise en œuvre pratique de ces actes, l'échange d'expériences dans le domaine de la prévention, de l'identification et de la neutralisation des actes visés à l'article 1er, les différentes formes de formation, de recyclage et de recyclage de leurs experts, la conclusion, sous réserve de l'accord mutuel des parties, d'accords sur d'autres formes de coopération, y compris, le cas échéant, une assistance pratique à la neutralisation des actes visés à l'article 1er et à la réduction des conséquences de ceux-ci.³⁸

L'article 7 détaille le contenu de l'échange d'informations requis entre les autorités centrales compétentes des États membres. Doivent donc être transmis : les actes criminels, visés à l'article 1, planifiés ou commis et les tentatives, identifiées et neutralisées, de les commettre ; la préparation éventuelle d'attentats contre des chefs d'État ou d'autres dirigeants politiques, du personnel diplomatique, des services consulaires, des organisations internationales, d'autres personnes bénéficiant d'une protection internationale et tous les participants à des visites gouvernementales à l'étranger, sommets gouvernementaux et internationaux, compétitions sportives et d'autres événements ; les noms des organisations, groupes ou personnes qui préparent et/ou commettent des actes liés aux cas visés à l'article 1er ainsi que ceux qui participent à leur réalisation, y compris les intentions, les objectifs, les liens et autres informations; les actes illicites de production, d'extraction, de stockage, de transfert, de manutention, de vente et d'utilisation de substances toxiques et empoisonnées, explosifs, matières radioactives, armements, dispositifs d'explosion, détonateurs, armes à feu, munitions, engins nucléaires, chimiques, biologiques et tout autre type d'armes de destruction de masse, en plus de tous les matériaux et équipements qui peuvent être utilisés pour leur production et dans le but de commettre les actes visés à l'article 1er; les sources de financement, identifiées ou suspectes, ainsi que les formes, méthodes et moyens de réalisation de ces actes.

L'article 10 prévoit la ratification future d'un accord séparé et l'adoption d'autres documents nécessaires à la création d'une Structure Régionale Anti-terroriste (SRAT), créée en 2004, avec siège dans la capitale kirghize Bichkek, actuellement dirigé par le Tadjik Jumakhon Giyosov, un quinquagénaire engagé dans le domaine de la sécurité nationale de son pays depuis 1995.

³⁶ Cf. T.M. Sanderson, *From the Ferghana Valley to Syria and Beyond: A Brief History of Central Asian Foreign Fighters*, Central for Strategic and International Studies - CSIS, 5/1/2018.

³⁷ Cf. M. Munir - M. Shafiq, *Geostrategic significance of Wakhan Corridor for Afghanistan, China and Pakistan*, Margalla Papers, National Defense University of Pakistan, Islamabad, 2018, pp. 203-215.

³⁸ OSC, *Shanghai Convention on Combating Terrorism, Separatism and Extremism*, Art. 6, Shanghai, 15/6/2001.

3. 3 L'évolution de l'approche chinoise

Forte de sa politique de protection des 55 minorités ethniques autochtones présentes sur son très vaste territoire, encore exemptées des obligations découlant de la politique de l'enfant unique depuis son entrée en vigueur, **le Parti Communiste Chinois (PCC) a toujours nié les accusations émises par des critiques internationales sur sa présumée volonté de « hanifier » le pays**, en effaçant ou en absorbant la contribution culturelle, artistique et religieuse de la population non Han soit 8% de l'ensemble.

Selon l'article 4 de la Constitution de la République populaire de Chine, toutes les ethnies sont considérées comme égales : *«L'État protège les droits et les intérêts juridiques des groupes ethniques minoritaires et soutient et développe une relation d'égalité, d'unité, d'assistance mutuelle et d'harmonie entre toutes les ethnies de Chine. La discrimination négative et l'oppression de tout groupe ethnique sont interdites; tout acte qui mine l'unité des ethnies ou crée une division entre elles est interdit»*. Pour ce qui concerne les formes d'autonomie locale, le texte prévoit que *«toutes les zones habitées par des minorités ethniques doivent pratiquer l'autonomie régionale, établir des organes [administratifs, ndt] autonomes et exercer le pouvoir d'autogouvernement»*, tout en réaffirmant le concept selon lequel toutes les zones dotées d'autonomie sur une base ethnique *«sont des parties inaliénables de la République populaire de Chine»*. Toutes les minorités se voient garantir *«la liberté d'utiliser et de développer leur propre langage écrit et oral»* et *«de préserver ou de réformer leurs traditions et coutumes»³⁹*

L'expérience accumulée par les forces antiterroristes nationales, tant à travers le travail effectué dans leur pays qu'à l'intérieur des structures intergouvernementales de l'Organisation de coopération de Shanghai, a permis d'élever le niveau de préparation et d'efficacité dans la prévention des attentats, malgré le contexte mondial difficile, avec une prolifération alarmante de nouvelles formations intégristes dans la galaxie islamiste internationale au lendemain de l'éclatement, en 2011, des nouveaux conflits dans le monde arabe, d'abord en Libye et peu après en Syrie.

Les menaces terroristes renouvelées et plus sophistiquées ont ainsi stimulé en Chine l'élaboration d'une nouvelle loi anti-terrorisme, plus chirurgicale, approuvée définitivement le 27 décembre 2015, à l'occasion de la 18e session du 12 avril du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale du peuple, et entrée en vigueur le 1er janvier 2016.

Pour en comprendre le sens et la portée, il faut revenir plus d'un an et demi en arrière, exactement le 15 avril 2014, lorsque le président Xi Jinping, au cours d'une réunion du Conseil Central de Sécurité Nationale, a introduit pour la première fois le concept d'« approche globale de la sécurité nationale ». Selon le chef d'État chinois, *«à l'intérieur comme à l'extérieur, les facteurs en jeu sont plus complexes que jamais»*, ajoutant : *«Par conséquent, nous devons maintenir une vision holistique de la sécurité nationale et assumer la sécurité de la population comme notre objectif final, la sécurité politique comme notre tâche fondamentale et la sécurité économique comme notre fondement, avec la sécurité militaire, culturelle et publique comme garantie, et promouvoir la sécurité internationale pour établir un système de sécurité nationale avec des caractéristiques chinoises»*. En particulier, Xi a exhorté le gouvernement *«à accorder une grande attention aux questions de sécurité tant traditionnelles que non traditionnelles et à construire un système de sécurité nationale intégrant des éléments tels que la politique, la patrie, la défense, l'économie, la culture, la société, l'environnement, l'énergie nucléaire, l'information et la sécurité scientifico-technologique.»⁴⁰*

La nouvelle approche holistique, ou globale, du fléau du terrorisme vise donc à harmoniser différents éléments par rapport à deux ordres d'intervention :

³⁹ Constitution de la République populaire de Chine, Chapitre I - Principes généraux, Art. 4, Pékin, 1982, Am. 2018.

⁴⁰ W. Li, *Cina e antiterrorismo. Il metodo cinese nella cooperazione internazionale contro il terrorismo*, Anteo Edizioni, Cavriago, 2019, pp. 177-178.

- ❖ Le champ d'action anti-terroriste, à travers la recherche d'une coordination entre la dimension interne et la dimension internationale
- ❖ Le contenu de la réponse contre le terrorisme, à travers l'intégration entre **la dimension sécuritaire au sens strict et la dimension socio-économique.**

Ce dernier aspect ressort assez clairement du texte de la loi anti-terrorisme de 2015, qui prévoit **l'introduction d'une stratégie globale capable de s'attaquer à la fois aux manifestations et aux causes profondes du phénomène terroriste, en précisant l'opposition de l'État à toute forme d'utilisation de «doctrines religieuses détournées» ou d'autres moyens pour inciter à la haine ou à la discrimination,** pour promouvoir la violence et d'autres formes d'extrémisme, en vue d'éradiquer les bases idéologiques du terrorisme de la société.⁴¹ Le législateur chinois n'envisage donc pas simplement la prévention de l'acte criminel en tant que tel, mais une sorte de prévention anticipée, ou *pré-prévention*⁴².

De toute évidence, l'approche est très différente de celle adoptée dans les pays occidentaux, qui limite l'engagement à l'enquête sur la composante idéologique du terrorisme, sans aucune prétention à influencer moralement et socialement sur des groupes et des individus adhérant à des idéologies destructrices. Au contraire, la Chine entend agir éthiquement et culturellement sur la société pour parvenir à une pleine harmonie entre les groupes ethniques, les couches sociales et les corps intermédiaires avant le deuxième centenaire de 2049, lorsque la République populaire de Chine, à son centième anniversaire, sera pleinement devenue « *un grand pays moderne socialiste, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et merveilleux* »⁴³, suivant la feuille de route élaborée lors du 19^e Congrès du PCC en octobre 2017. IL s'agit d'une différence essentielle, toutefois parfaitement en ligne avec la mentalité confucéenne qui sous-tend la doctrine d'Etat dans de nombreux pays de l'Asie Orientale.

Il faut aussi tenir compte du fait **qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord, l'Islam est une religion allogène,** au plus professée par très peu d'autochtones convertis et par des sujets de deuxième ou troisième génération, c'est-à-dire des enfants ou petits-enfants d'immigrés de pays à majorité musulmane. **En Chine - comme en Russie, en Inde ou en Asie du Sud-Est - l'Islam a une histoire beaucoup plus ancienne et complexe,** ayant pénétré à ces latitudes il y a plusieurs siècles à travers les échanges culturels et commerciaux du passé, se plaçant donc désormais comme une tradition religieuse pleinement autochtone, bien que minoritaire, comme le montre le cas des Hui, une communauté musulmane parfaitement intégrée dans l'histoire et la culture chinoises, à laquelle appartenait également Zheng He (1371-1434), le plus célèbre amiral de l'histoire navale chinoise, pour les sept voyages qui portèrent les navires puissants de la dynastie Ming aux rivages de la mer Rouge, source d'inspiration pour le projet de la Route de la soie maritime du XXI^e siècle dans le cadre de l'Initiative Belt and Road (BRI).

Ceci impose à Pékin d'intervenir de manière extrêmement avisée pour empêcher non seulement que les distorsions idéologiques violentes et sectaires de l'Islam puissent se répandre parmi les millions de musulmans présents dans tout le pays, à l'intérieur et à l'extérieur du Xinjiang, mais aussi que la réponse anti-terroriste ne se transforme pas en une réaction violente et arbitraire à l'encontre des Ouïghours et des autres communautés musulmanes. C'est pourquoi, à l'attitude pro-active de l'appareil de sécurité chinois, qui complète la répression et la prévention du crime terroriste⁴⁴, s'ajoutent des obligations précises dans l'activité anti-terroriste, qui doit maintenir une conduite conforme à la loi, au respect et à la

⁴¹ Cf. Loi Anti-terrorisme de la République Populaire de Chine, Chapitre I - Dispositions Générales, Art. 4, Conseil d'Etat, Pékin, 27/12/2015.

⁴² Id. p. 179

⁴³ Doctrine du socialisme avec des caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère, Xi Jinping, 25/10/2017.

⁴⁴ Cf. Loi anti-terroriste de la République populaire de Chine, Chapitre I - Dispositions Générales, art. 5.

protection des droits de l'homme, ainsi qu'à la protection des droits juridiques et des intérêts des citoyens et des organisations.⁴⁵

4. Bashing antichinois et géopolitique

La question du Xinjiang est revenue à l'ordre du jour au cours de l'année écoulée, en même temps que la pandémie de Covid-19. Bien qu'elles n'aient pas de lien entre elles, les deux questions ont été largement exploitées, avec l'adoption de la nouvelle loi sur la sécurité de Hong Kong, par de nombreux dirigeants politiques occidentaux pour pointer Pékin du doigt.

La campagne médiatique sur les origines du virus et les théories complotistes sur la prétendue "fuite de laboratoire", bien que plusieurs fois démenties par la communauté scientifique internationale⁴⁶, a tant pilonné qu'elle a produit des effets en chaîne alarmants, dont une recrudescence du racisme envers les asiatiques de l'est en général, avec de graves épisodes de violence et de xénophobie contre des chinois, des japonais, des coréens, des vietnamiens, des thaïlandais et d'autres communautés d'émigrants, d'étudiants ou de simples touristes.

Rien qu'aux Etats Unis, **l'organisation stop AAPI Hate**, dirigée par Manjusha Kulkarni, directrice exécutive du Conseil de Politique et Planification pour l'Asie-Pacifique, Cynthia Choi, directrice exécutive de Chinese for Affirmative Action, et Russell Jeung, professeur d'études asiatiques et américaines à l'Université d'État de San Francisco, **a enregistré 2.808 cas de racisme et de discrimination contre des citoyens américains d'origine asiatique entre le 19 mars et le 31 décembre 2020** : 8,7% de ces cas concernent des agressions physiques, tandis que 70,9 % du harcèlement verbal⁴⁷. Parmi les cas de xénophobie, on relève des cas de discrimination sur le lieu de travail, de refus de prestations d'entreprises ou d'institutions, de transport ou de *covoiturage*.

Les agressions, en général, ont concerné principalement les groupes les plus vulnérables, comme les jeunes de moins de 20 ans (13,6 %), les personnes de plus de 60 ans (7,3 %) et les femmes, touchées 2,5 fois plus que les hommes⁴⁸.

Parmi les cas les plus choquants enregistrés, il y a le meurtre d'un immigré thaïlandais de 84 ans à San Francisco, violemment frappé à terre lors de sa promenade matinale, l'agression d'un Asiatique de 91 ans à Oakland, une octogénaire chinoise attaquée et incendiée par deux personnes à Brooklyn, deux femmes asiatiques-américaines à Oakland, deux femmes asiatiques-américaines poignardées à un arrêt de bus à San Francisco, une femme asiatique-américaine frappée à la tête avec un marteau par un agresseur non identifié.⁴⁹

Les Chinois sont la communauté ethnique la plus visée, avec 40,7% des cas, mais les épisodes de racisme ont également impliqué les Coréens (15,1%), les Vietnamiens (8,2%) et les Philippins (7,2%), tandis que les États ayant enregistré le plus de cas sont la Californie (43,8%), New York (13%), Washington (4,1%) et l'Illinois (2,8%)⁵⁰. **Selon les données du Centre pour les études sur la haine et l'extrémisme, dans le comté d'Orange, un des plus riches comtés de**

⁴⁵ Id., art. 6.

⁴⁶ Cf. K.G. Andersen, A. Rambaut, W.I. Lipkin, E.C. Holmes, R. Garry, *The proximal origin of SARS-CoV-2*, Nature Medicine, 17/3/2020.

Cf. A. Banerjee, A.C. Doxey, K. Mossman, A.T. Irving, *Unraveling the Zoonotic Origin and Transmission of SARS-CoV-2*, Trends in Ecology & Evolution, Volume 36, Issue 3, Marzo 2021, pp. 180-184.

Cf. M.E. Cortes, *The COVID-19 pandemic: the importance of being alert to zoonoses*, Revista de la Facultad de Medicina Humana, Vol. 21, No.1, Lima, Gennaio-Marzo 2021.

Cf. T. Burki, *The origin of SARS-CoV-2*, Vol. 20, Issue 9, The Lancet. Infectious Diseases, Settembre 2020, pp. 1018-1019 ed altri ancora

⁴⁷ Stop AAPI Hate, *New Data on Anti-Asian Hate Incidents Against Elderly and Total National Incidents in 2020*, 9/2/2021.

⁴⁸ Id.

⁴⁹ BBC News, *Covid 'hate crimes' against Asian Americans on rise*, 19/5/2021.

⁵⁰ Stop AAPI Hate, *Op. cit.*

Californie, les épisodes de discrimination contre les asiatiques ont augmenté de 1200%, et de 115% dans le Comté de Los Angeles⁵¹.

De toute évidence, dans les métropoles de ces régions du pays, les Asiatiques sont plus présents que dans les États du Sud, qui sont généralement décrits comme des conservateurs purs et durs et biaisés contre les non-Blancs, mais ce phénomène met en question leur réputation de pays avancés et ouverts d'esprit. Par ailleurs, les agressions anti-asiatiques de la part d'Afro-Américains et d'Hispaniques ne sont pas rares, ce qui prouve que la situation raciale aux États-Unis est beaucoup plus complexe que ce qu'on peut considérer en se fondant sur les simplifications opérées par les médias généralistes.

Les accusations portées au cours de la dernière année par les États-Unis et leurs principaux alliés sur le prétendu génocide ouïghour en cours dans le Xinjiang, où Pékin aurait organisé « des camps de concentration pour un million et demi de personnes »⁵², sont principalement issues des analyses d'Adrian Zenz, un anthropologue allemand qui émet des hypothèses depuis des années, sans toutefois avoir jamais mis les pieds dans le Xinjiang. D'autres "témoignages" rapportés ces derniers mois ont mis en avant les déclarations faites par deux femmes ouïghours, Tursunay Ziawudun et Sayragul Sautbay, qui affirment avoir été détenues dans les prétendus "camps d'internement et de travail forcé". Ziawudun, accueillie aux États-Unis par le Uyghur Human Rights Project, a changé de version à plusieurs reprises, affirmant d'abord qu'elle n'avait jamais été violée et n'avait jamais été témoin de violence sexuelle⁵³, puis affirmant avoir été torturée et violée par un groupe d'hommes⁵⁴. Sautbay, qui a émigré en Suède, où elle a rejoint l'Association Ouïghour de Suède, une filiale locale du WUC (voir chapitre 1), a d'abord déclaré qu'elle n'avait personnellement été témoin d'aucune violence dans les centres en question⁵⁵ ; un an plus tard, cependant, elle affirmait avoir été témoin de « toutes sortes de tortures » dans les centres de détention.⁵⁶

Les données issues des recensements officiels dans le Xinjiang, rapportées précédemment, démentent l'hypothèse qu'un nombre aussi élevé de personnes d'ethnie ouïghoure, ou en tout cas de foi musulmane, puisse se trouver enfermé dans des "camps".

En outre, entre 2018 et 2020, plus de 1200 délégués de plus de 100 pays parmi les fonctionnaires de l'ONU, diplomates étrangers, représentants permanents à l'ONU, journalistes, universitaires et autorités religieuses ont eu l'occasion de visiter le Xinjiang⁵⁷ sans jamais avoir trouvé aucun élément qui pourrait même laisser supposer un plan de répression et/ou de réduction de la population sur une base ethnique ou confessionnelle. En revanche, de nombreux témoins et chercheurs ont apprécié les politiques de réintégration mises en œuvre par le gouvernement chinois pour favoriser la déradicalisation et en cherchant l'origine du problème. Ces politiques ont été reproduites, par exemple, dans des pays à majorité musulmane comme le Kazakhstan et l'Indonésie.

⁵¹ BBC News, *op. cit.*

⁵¹ Stop AAPI Hate, *op. cit.*

⁵² S. Nebehay, *1.5 million Muslims could be detained in China's Xinjiang: academic*, Reuters, 13/3/2019.

⁵³ Radio Free Asia, 30 octobre 2019.

⁵⁴ BBC, 3 février 2021.

⁵⁵ *Haaretz*, 18 octobre 2019.

⁵⁶ *The Globe and Mail*, 2 août 2021.

⁵⁷ J. Jin, S. Huo, Z. Xu, *UN officials and foreign envoys who have visited Xinjiang since 2018*, Global Times, 23/2/2021.

Ci-dessous quelques images des "centres d'enseignement et de formation professionnels", créés en 2015 (et presque à l'issue de leur fonction) dans le but de réintégrer des sujets radicalisés au sein de réseaux islamistes illégaux. Les photos ont été prises sur le terrain par nos enquêteurs. Pour une compréhension de la nature de ces centres, voir aussi le dernier livre blanc sur le Xinjiang publié par le gouvernement chinois⁵⁸.



⁵⁸ http://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/201908/17/content_WS5d57573cc6d0c6695ff7ed6c.html



Lorsque, le 8 juillet 2019, un groupe de 22 pays a envoyé une lettre conjointe à la 41^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) pour condamner les incarcérations de masse présumées à l'encontre de la communauté ouïghoure et d'autres minorités ethniques du Xinjiang, 37 pays, guidés par la Chine, ont décidé de répondre par une lettre de réplique, en présentant une version des faits diamétralement opposée. Dans le document, publié à peine quatre jours après la première lettre, ce deuxième groupe d'États réaffirmait sa *«ferme opposition à la pratique de politiser les questions relatives aux droits de l'homme, en nommant, en calomniant et en exerçant publiquement des pressions sur d'autres pays»*, louait *«les résultats remarquables obtenus par la Chine»* dans sa *«protection et promotion des droits de l'homme par le développement»*, il invitait les 22 pays signataires de la première lettre *«à s'abstenir de formuler des accusations infondées contre la Chine»* et exhortait le CDH à s'attaquer à la situation du Xinjiang *«d'une manière objective et impartiale [...] avec des informations vraies et authentiquement crédibles»*⁵⁹.

Quelques semaines plus tard, malgré le retrait simultané du Qatar, le groupe dirigé par Pékin a présenté une version mise à jour de sa lettre, gagnant le soutien de 13 autres pays membres et de l'Autorité nationale palestinienne (membre observateur).

Un aspect remarquable est que **les 22 pays signataires du document accusateur, parmi lequel ne figure pas l'Italie, sont tous occidentaux, à la seule exception du Japon, tandis que des 50 signataires du document absoluiste présenté par Pékin en réponse aux accusations, 23 sont à majorité musulmane.** Parmi ceux-ci, beaucoup se distinguent par leur importance diplomatique et culturelle au sein du monde islamique comme l'Égypte, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Yémen. La Turquie, sans doute l'acteur extérieur le plus influent auprès des populations turques d'Asie centrale et du Xinjiang, n'y apparaît pas, mais quelques jours avant le débat à l'ONU, le président Recep Tayyip Erdoğan, lors d'une visite officielle à Pékin, avait souligné le *«fait indéniable»* que *«les citoyens des différents groupes ethniques vivent heureusement dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang grâce à la prospérité du pays»*, ajoutant que *«La Turquie ne permettra à personne de semer la discorde dans ses relations avec la Chine»*.⁶⁰

Lorsque, plus récemment, quelques grandes entreprises de vêtements occidentales comme **H&M** et **Nike** ont annoncé leur intention d'éviter d'acheter du coton et d'autres matières premières du Xinjiang en solidarité avec les travailleurs prétendument exploités dans les champs, à la suite des sanctions approuvées le 22 mars dernier par les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada pour les allégations de violations des droits de l'homme commises au Xinjiang, les consommateurs chinois ont spontanément annoncé un boycott des marques en question, forçant ces dernières à faire marche arrière.⁶¹

Commentant cet épisode lors de la conférence de presse du 29 mars 2021, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a fait valoir qu'il n'y avait *«pas de travail forcé au Xinjiang»* et que *«la cueillette du coton est un travail bien rémunéré»*, expliquant que les données du gouvernement régional montrent qu'en 2020, 70 % de tout le coton a été récolté mécaniquement, et que les techniques numériques sont monnaie courante dans la chaîne agroalimentaire au Xinjiang et ailleurs.⁶²

Dans son briefing hebdomadaire, Zhao a également fait référence à la vidéo d'une conférence du colonel américain **Lawrence Wilkerson**, aujourd'hui retraité, postée sur YouTube il y a environ trois ans et récemment portée à l'attention de l'opinion publique pour certaines considérations importantes à la lumière de la campagne de diffamation internationale contre la Chine. **Lors de son discours à l'Institut Ron Paul, en 2018, le colonel Wilkerson, chef de cabinet de l'ancien secrétaire d'État Colin Powell, dit que l'objectif des États-Unis était de «déstabiliser la Chine**

⁵⁹ R. Yellinek - E. Chen, *The "22 vs. 50" Diplomatic Split Between the West and China Over Xinjiang and Human Rights*, China Brief, Vol. 19, Issue 22, The Jamestown Foundation, 31/12/2019.

⁶⁰ Xinhua, "Xi, Turkish president hold talks, agreeing to deepen strategic cooperation", 2 July 2019.

⁶¹ R. Brant, "Nike, H&M face China fury over Xinjiang cotton 'concerns'", BBC, 25 March 2021.

⁶² Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on 29 March 2021.

» en utilisant les séparatistes ouïghours pour fomentier les troubles dans la région et comprimer le rayon d'action de Pékin vers l'intérieur.⁶³

Comme nous l'avons vu précédemment, le Xinjiang revêt un rôle stratégique dans le cadre logistique chinoise, se confirmant comme une plaque tournante fondamentale dans l'infrastructure nationale, tant pour le transport des marchandises que pour l'approvisionnement énergétique. **La région revêt ainsi une importance toute particulière, à la lumière de l'Initiative Belt and Road (BRI), qui vise à reconstruire de manière moderne les anciennes routes de la Route de la Soie. Déstabiliser le Xinjiang signifierait donc bloquer ce grand projet** et, pour ce faire, les États-Unis et les entités, gouvernementales et non gouvernementales, qui en soutiennent l'hégémonie globale semblent ne pas hésiter à instrumentaliser la question des droits de l'homme pour leurs propres intérêts géopolitiques.



<https://www.oboreurope.com/en/beltandroad/one-belt/>



<https://www.oboreurope.com/en/beltandroad/one-belt/>

⁶³ R. Brant, *Nike, H&M face China fury over Xinjiang cotton 'concerns'*, BBC, 25/3/2021.

En raison de son développement, cependant, le Xinjiang et les communautés ethniques qui l’habitent depuis des siècles jouissent aujourd’hui d’opportunités inédites et il n’est pas difficile de croire que, sur la base des données recueillies ici et d’autres études analogues⁶⁴ les déclarations des autorités chinoises, tant nationales que locales, sont exactes. L’interview accordée en janvier 2020 au Global Times par Kahar Abdurehim, fils aîné de Rebiya Kadeer, et par ses jeunes nièces Aydidar Kahar et Kedirye Keyser est emblématique. Filmés dans des moments de la vie quotidienne, entre cours d’université et quelques achats dans les centres commerciaux de Ürümqi, ils ont nié que leurs familles aient été emprisonnées, contrairement aux accusations portées par Rebiya Kadeer depuis la Virginie, où elle réside depuis maintenant seize ans, et ont invité leur grand-mère à voir de ses propres yeux comme la vie est devenue agréable au Xinjiang désormais⁶⁵.



⁶⁴ X. Li, *Lo Xinjiang moderno. Armonia e progresso nel cuore dell'Asia Centrale*, Anteo Edizioni, Cavriago 2020

M. Vivas, *Ouïghours, pour en finir avec les fake news*, La Route de la Soie, 2020.

Sur ce lien, les rapports officiels du gouvernement chinois sur les différentes questions liées au Xinjiang : english.www.gov.cn/archive/whitepaper.

Pour des comptes rendus de journalistes indépendants, voir D. Dumbrell, “*The Xinjiang Genocide – an excerpt from the ‘Genocide’ panel*” - www.youtube.com/watch?v=mH-0l_zToN4 ; A. Singh, 17 marzo 2021, thegrayzone.com/2021/03/17/report-uyghur-genocide-sham-university-neocon-punish-china/

⁶⁵ *Global Times*, “Granddaughters refute Rebiya Kadeer in exclusive interview with Global Times”, 10 January 2020.

Voici la liste des premiers signataires en accord avec les objectifs de l'équipe de recherche : la demande d'un débat national et international éclairé et équilibré, ainsi que la nécessité de soutenir des initiatives de paix axées sur la compréhension et le respect mutuel.

LISTE DES SIGNATAIRES - Mise à jour le 8 juin 2021

1. **Michael Dunford** , professeur émérite de géographie économique, Royaume-Uni.
2. **Marco Ricceri** , Secrétaire général d'EURISPES, Rome, ITA.
3. **Daniela Caruso** , professeur d'"Études sur la Chine" Nations Unies-Université internationale pour la paix, Rome, ITA.
4. **Jean-Pierre Page**, écrivain international, éditeur de « La pensée libre » www.lapenseelibre.org , syndicaliste ancien membre de la direction nationale de la CGT en France et responsable de son service international, FRA.
5. **Thomas Fazi** , journaliste indépendant, écrivain, traducteur, Rome, ITA.
6. **Albert Ettinger** , Ph.D., auteur, professeur de lycée et de collège, LUX.
7. **Adriano Màdaro** , journaliste, sinologue, docteur en journalisme à l'Université des communications de Pékin, commissaire des Grandes Expositions consacrées à "La route de la soie et les civilisations chinoise et méditerranéenne", auteur d'ouvrages et de catalogues sur l'histoire et la culture de Chine et Extrême-Orient.
8. **Francesco Violante** , docteur en histoire de l'Europe moderne et contemporaine, chercheur et maître de conférences en histoire médiévale, Université de Bari « Aldo Moro », ITA.
9. **David Castrillon** , Professeur-chercheur, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, COL.
10. **Maria Morigi** , archéologue et historienne, spécialiste de l'histoire des religions orientales. Il a mené des recherches en Afghanistan, au Xinjiang et au Tibet. Trieste, ITA.
11. **Raffaele Valente** , directeur général Europe du Sud et Europe de l'Ouest chez Roto Frank Dachsystem-Technologie, Venise, ITA.
12. **Beppe Grillo** , fondateur du Mouvement 5 étoiles, Gênes, ITA.
13. **André Lacroix** , auteur, enseignant à la retraite, BEL.
14. **Elisabeth Martens** , biologiste, écrivain et enseignante, FRA.
15. **Jean-Michel Carré** , directeur, Paris, FRA.
16. **Maria Moreni** , experte en culture chinoise et relations avec la Chine, Présidente de Lien Italie-Chine pour la coopération entre les excellences des deux pays.
17. **Andrea Turi** , Président du Centre d'études eurasiatiques et méditerranéennes, CeSEM, Pistoia, ITA
18. **Enrico Vigna** , journaliste indépendant, essayiste et militant pour la paix, actuel porte-parole de l'Italie pour le Forum de Belgrade pour un monde égal, ITA.
19. **Michel Aymerich** , créateur et auteur du blog « A contre-air du temps », FRA.
20. *Nouveaux signataires après la publication du rapport*
21. **Vito Petrocelli** , Sénateur de la République, Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.
22. **Gonzalo Tordini** , directeur du programme stratégique sino-argentin. Université de la Défense nationale. Président de l'Association des anciens élèves de l'Argentine et de la Chine (ADEBAC).
23. **Prof. Maria Francesca Staiano** (PhD), Coordinatrice du Centro de Estudios Chinos, Instituto de Relaciones Internacionales, Universidad Nacional de La Plata (IRI-UNLP), Argentine.
24. **Laura Ruggeri** , sémiologue et essayiste, Hong Kong

25. **Luigi Cecchetti** , coordinateur de l'Observatoire italien sur la route de la soie, section italienne du Centre de recherche sur la connectivité de la route de la soie à Belgrade, IT.
26. **Tom Fowdy** , analyste politique, Royaume-Uni.
27. **Dr Tamara Prosic** , Université Monash, AUS.
28. **Claudia Chaufan** , professeure agrégée, Université York, CAN.
29. **Radhika Desai** , professeure, Université du Manitoba, CAN.
30. **Alan Freeman** , codirecteur, Groupe de recherche en économie géopolitique, Manitoba, CAN.
31. **Carlos Martinez** , chercheur indépendant et auteur, Royaume-Uni.
32. **Colin Patrick Mackerras** , professeur émérite, Griffith University, Queensland, AUS.
33. **Marc Pueschel**, journaliste et rédacteur en chef pour Junge Welt Berlin, GER.
34. **Dr Bruno Drweski** , Membre du corps professoral, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) Paris, Centre de Recherches Europe Eurasie, Nanterre, Île-de-France, FRA.
35. **Antonis Balasopoulos** , professeur agrégé de littérature comparée, Université de Chypre, Chypre, GRC.

La liste des signatures restera ouverte aux autres experts, autorités et amis de la Paix